



**AUTOGESTION** Dans un petit village andalou, les travailleurs gèrent eux-mêmes la production agricole et sa transformation. Rencontre avec deux représentants de la commune.

# Marinaleda, l'utopie plus vraie que nature

**CHRISTOPHE KOESSLER**

Il était une fois un village espagnol qui avait aboli le capitalisme. Ce n'est ni un conte de fée ni une fable utopique, mais l'histoire d'un bourg d'Andalousie, Marinaleda, qui s'est débarrassé de ses propriétaires terriens et de ses patrons. Tout en renforçant la démocratie par un système d'assemblée, organe désigné pour gérer la production et la vie politique de la municipalité. Récemment, deux représentants de la commune, Juan Manuel Sanchez Gordillo, maire de Marinaleda, et Maria Carmen Garcia Bueno, du syndicat des ouvriers agricoles (SOC) (lire ci-dessous), étaient de passage à Genève, à l'invitation du parti genevois Solidarités. *Le Courrier* les a rencontrés.

## Quatre cents postes de travail

Le récit débute à la fin des années 1970, au sortir du franquisme. Le chômage massif incite alors les habitants à entamer un combat acharné auprès de la communauté autonome d'Andalousie pour obtenir du travail. Une lutte qui ira bien plus loin que ce que les militants avaient imaginé au départ, aboutissant à la collectivisation de 1200 hectares de terres. A la culture de la terre – olives, poivrons, fèves, etc. – s'est ajoutée une fabrique de transformation des produits agricoles. Depuis une dizaine d'années, la production est à son maximum et le plein emploi est la règle à Marinaleda, hors incidents conjoncturels, dans une région particulièrement touchée par le chômage (presque 30% en Andalousie). En tout, ce sont quatre cents postes de travail qui forment le gros des emplois de ce village de trois mille habitants, auxquels il faut ajouter les petits paysans indépendants qui œuvrent pour leur propre compte. D'autres habitants vont travailler à l'extérieur du village également, surtout dans le secteur de la construction. S'ajoutent ensuite les postes de travail dans les services publics, les magasins, les cafés, etc.

## Autogestion réussie

Dans la partie collectivisée, «tout le monde reçoit le même salaire: 47 euros par jour pour six heures et demie de travail»,



Depuis une dizaine d'années, la production est à son maximum et le plein emploi est la règle à Marinaleda, hors incidents conjoncturels. LDD

explique Juan Manuel Sanchez Gordillo. Une paie de quelques euros supérieure à celle généralement pratiquée dans la région. «Les bénéfices sont réinvestis dans la production afin de créer des emplois.» Le choix des cultures à semer se fait en assemblée des travailleurs. Puis des responsables sont nommés pour la gestion de chaque filière. Ceux-ci se réunissent en comité de gestion. «Les postes à responsabilité sont soumis à élection tous les deux ans et sont révocables», précise le maire. Par périodes, la commune fait appel à des travailleurs intérimaires de l'extérieur, qui touchent la même rémunération, pour faire face aux besoins supplémentaires. Mais il y a aussi des temps de vaches maigres, en cas de sécheresse ou de mauvaise gestion par exemple. «Lorsqu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde. Nous tirons au sort les jours chômés parmi l'ensemble des collaborateurs.» Ainsi le poids du sous-emploi est-il réparti au hasard entre les travailleurs.

Juridiquement, la gestion des terres se trouve sous la responsabilité de la municipalité. La fabrique de transformation est en revanche administrée par une coopéra-



Juan Manuel Sanchez Gordillo, l'omniprésent maire de Marinaleda. LDD

tive. De manière surprenante, les sphères économiques et politiques ne semblent pas véritablement séparées à Marinaleda. Les assemblées des habitants, entre quarante et cinquante par an, sont tout autant consacrées aux questions liées à la production qu'à la gestion des affaires courantes de la municipalité et au budget.

Bien sûr, tout n'est pas rose. La fin du capitalisme ne signifie pas la fin des contradictions, encore moins celle de l'histoire. Juan Manuel Sanchez Gordillo admet par exemple facilement que le rendement de la production pourrait être bien meilleur: «Il n'y a aucune politique de répression. Que vous travailliez plus ou moins intensément,

vous serez payé de la même manière.» Le maire a récemment mis sur pied une commission pour savoir comment remédier à ce problème. Des incitations monétaires sont-elles nécessaires pour motiver les travailleurs? «C'est l'éternel débat sur les stimulants moraux et matériels du travail mené en son temps par Che Guevara et Fidel Castro.» Pour

l'instant, Marinaleda n'a pas tranché.

De même, la participation aux assemblées et aux tâches communautaires laisse parfois à désirer: «Une fois que le travail et le pain sont assurés, on est moins motivé à collaborer activement au processus», explique le maire, qui pourtant cumule lui-même plus de trente ans à la tête du mouvement. Si ce dernier paraît infatigable, son omniprésence interroge sur la concentration du pouvoir à Marinaleda et sur les possibilités de poursuite de cette expérience originale si le maire venait à disparaître...

## Travail du dimanche

Un défi économique de taille se présente aussi pour l'avenir: obtenir des liquidités pour de nouveaux investissements afin de diversifier la production. «Les prix agricoles sont bas et les prêts sont très chers. Nous allons tenter de favoriser la création d'une formule de financement public. Il nous faut une banque publique de la région d'Andalousie», se prête à rêver M. Sanchez Gordillo. La commune souhaite aussi fonder sa propre marque de produits agricoles, afin d'obtenir de meilleures marges sur les ventes. Mieux, créer un réseau de vente directe entre producteurs et consommateurs: «Sur une boîte de poivrons que nous produisons, les marges perçues par les intermédiaires sont de sept fois le prix initial!»

Dans tous les cas, des solutions devront être trouvées. Avec la crise économique, les contributions de l'Etat espagnol aux municipalités andalouses ont baissé de 40%, indique le maire. Marinaleda a dû prendre des mesures, dont la mise sur pied d'un service de travail volontaire du dimanche aux champs – non rémunéré! – tous les deux ou trois mois, parfois toutes les quatre semaines. Cette extension de la pratique occasionnelle des «dimanches rouges», qui rassemblent de longue date les habitants autour de tâches communes comme le jardinage sur l'espace public, la réparation des rues ou le nettoyage, ne pourra pas se poursuivre longtemps sans dégâts pour les idéaux communs... I

## Un bien acquis de haute lutte

«En Andalousie, 2% des propriétaires fonciers détiennent 50% des terres. Cinq cent mille travailleurs sont employés dans les champs», rappelle Maria Carmen Garcia Bueno, du Syndicat des ouvriers agricoles (Soc). En 1978, lorsque les journalistes initient leur première occupation de terre à Marinaleda, le chômage est un véritable fléau. Les paysans sont toutefois vite délogés par la garde civile. Mais en 1980, le combat redouble: sept cents personnes mènent une grève de la faim pendant treize jours pour réclamer les moyens de faire face au sous-emploi. «Nous nous sommes rendu compte que les socialistes n'allaient pas se bouger pour permettre aux paysans d'accéder à la terre. Nous avons alors découvert qu'une loi permettait d'exproprier une terre non cultivée si celle-ci était irriguée», raconte la militante. En 1984, les paysans occupent alors pendant trente jours un barrage pour exiger l'irrigation du domaine ducal d'El Humoso. Sans réponse de la part des autorités, un groupe de femmes réussit à obtenir une audience auprès du président Felipe Gonzalez, en vacances dans une réserve naturelle andalouse. Mais il faudra encore

huit ans de lutte pour obtenir gain de cause. Plusieurs longues occupations d'El Humoso et de nombreuses actions spectaculaires seront nécessaires, notamment lors de l'exposition universelle de Séville en 1992, comme l'invasion par une foule de militants de la banque d'Espagne, de l'aéroport et d'édifices gouvernementaux, et l'immobilisation de trains à grande vitesse. Las, le gouvernement cède. La communauté autonome d'Andalousie rachète les 1200 hectares de terres et les met à disposition de Marinaleda. Le travail de la terre pourra démarrer en 1997.

Le 4 mars dernier, une autre lutte pour la terre a débuté à 35 kilomètres de là, à Somontes, où l'Etat souhaite aujourd'hui, comme dans une grande partie de l'Andalousie, vendre ses terres pour remplir les caisses publiques. Or les paysans n'ont par l'argent pour l'acheter. Une première occupation a été organisée par des journalistes de la région, soutenue par le Soc et la commune de Marinaleda. Délogés, les travailleurs sont revenus. «La terre est un bien public, elle ne peut appartenir à personne, encore moins aux spéculateurs», conclut Maria Carmen Garcia Bueno. CKR

## Une maison pour 15 euros

«Le logement est un droit, pas une marchandise, au même titre que l'éducation, la santé et l'alimentation», déclare avec emphase le maire de Marinaleda. Dans cette optique, la commune a développé un programme d'«autoconstruction» destiné aux personnes qui ne disposent pas déjà de leur maison, en général des jeunes couples qui souhaitent s'émanciper de leurs parents. Le principe est simple: en échange de leur travail sur les chantiers de nouvelles habitations – d'une durée de trois cents à quatre cents jours répartis sur plusieurs années – les travailleurs recevront à titre personnel une maison en droit d'usage. Au préalable, les terrains ont été achetés par la municipalité à des particuliers, puis déclassés en zone constructible. La ville acquiert ensuite les matériaux et prend à sa charge le travail des architectes et des maçons professionnels qui encadrent les futurs habitants dans leur

travail. Une fois logés, les bénéficiaires s'acquittent de 15 euros par mois jusqu'à ce qu'ils aient remboursé le coût des matériaux de construction. Rien de plus. Depuis une dizaine d'années, trois cent cinquante logements sont ainsi sortis de terre, qui bénéficient à mille sept cents personnes.

Les futurs habitants ne travaillent pas nécessairement à la construction de leur propre appartement. Car, si tel était le cas, les personnes mettraient davantage d'application à construire leur propre maison et négligeraient celle des autres, ont pensé les concepteurs du projet: «Nous savons que nous sommes individualistes et égoïstes. La meilleure façon de faire, c'est que chacun travaille sur la maison de tout le monde», assure M. Sanchez Gordillo. Pragmatiques, ces idéalistes!